



Feuilleter express

Janvier 2005 - Volume 1, Numéro 8

Le CSMOE... en concertation et en action

[Première étude d'importance sur l'emploi et la formation dans le secteur de la gestion des matières résiduelles.](#)

[Nouveaux venus au CSMOE: l'AICQ et le MDERR](#)

[Gestion des matières résiduelles : premiers résultats de l'étude sur l'évolution de l'emploi et de la formation](#)

[Mise en place de la Table Main-d'œuvre en environnement dans le secteur textile](#)

[Processus de certification des opérateurs en eau potable : des outils et un nouveau calendrier de formation](#)

Le CSMOE a retenu pour vous...

Les enjeux et les défis du développement durable

Un nouvel ouvrage collectif a paru récemment aux Presses de l'université Laval présentant les enjeux et les défis du développement durable (connaître, décider et agir). Pour en savoir plus, consultez le résumé à <http://www.ulaval.ca/pul/catalogue/shum-edu/2-7637-8100-4.html>.

Enquêtes de Statistique Canada

Tous les deux ans, Statistique Canada publie une enquête sur l'industrie de l'environnement et une autre sur les dépenses environnementales des entreprises. En 2002, les revenus de l'industrie de l'environnement (biens, services et projets liés à la construction) se sont chiffrés à 15,8 milliards de dollars, soit une hausse de 8 % par rapport à 2000. Les entreprises de services conseil en environnement et celles qui produisent des technologies écoefficientes ont connu un plus grand essor par rapport à la moyenne des autres entreprises.

Quant à la seconde étude, concernant les dépenses environnementales des entreprises industrielles, en 2002 elles ont atteint 6,8 milliards de dollars, soit une hausse de 24 % en deux ans. Cette augmentation est due à une la mise en place de procédés pour réduire les émissions polluantes et respecter la réglementation environnementale.

Les résultats de ces deux enquêtes sont disponibles dans le site Web de Statistique Canada.

Industrie de l'environnement : secteurs des entreprises

(<http://www.statcan.ca:8096/bsolc/francais/bsolc?catno=16F0008X>)

Dépenses environnementales des entreprises (<http://www.statcan.ca/Daily/Francais/041019/q041019b.htm>)



Première étude d'importance sur l'emploi et la formation dans le secteur de la gestion des matières résiduelles

Le CSMOE, la société d'État RECYC-QUÉBEC et le ministère de l'Éducation du Québec mènent actuellement une vaste étude sur l'évolution de l'emploi et des besoins de formation dans le secteur de la gestion des matières résiduelles au Québec. C'est la première fois au Québec qu'une étude aussi exhaustive est menée sur l'emploi dans ce secteur. Les résultats de cette enquête permettront de dresser le portrait de la main-d'œuvre dans ce secteur en croissance et de mieux cerner les besoins en formation et en investissement pour les prochaines années.

Certains résultats préliminaires illustrent bien la vitalité du secteur. Entre 2002 et 2004, les répondants à l'enquête ont vu croître d'environ 10 % le nombre d'emplois liés à la gestion des matières résiduelles, une croissance équivalente à l'augmentation du tonnage de matières recyclées ou compostées. Les répondants envisagent également une croissance soutenue de l'emploi d'ici 2006.

La mise en œuvre des plans de gestion des matières résiduelles dans le secteur municipal contribuera à accentuer cette croissance. Les municipalités prévoient des investissements de près de 300 millions de dollars d'ici 2008 pour de nouvelles installations de récupération et de mise en valeur, notamment des dépôts de résidus domestiques dangereux, des écocentres et des installations de compostage.

La récupération et la valorisation des matières résiduelles procurent des gains environnementaux et sociaux significatifs. La mise en valeur des matières résiduelles permet d'éviter leur élimination, réduisant ainsi les nuisances et les contentieux sociaux qui y sont associés. Les gains sont également économiques. Des investissements locaux permettent à des communautés de se doter d'infrastructures de traitement des matières résiduelles et de créer des emplois durables dans leur milieu.

Les organismes de récupération et de mise en valeur devront combler des besoins croissants en matière de main-d'œuvre. L'ouverture de nouvelles installations dédiées au réemploi, au recyclage et au compostage nécessitera l'embauche d'un nombre important de travailleurs.

Par cette étude, le Comité sectoriel souhaite mieux connaître les besoins du secteur des matières résiduelles et offrir des services adaptés dans les domaines public et privé afin d'assurer leur accès à une main-d'œuvre qualifiée. RECYC-QUÉBEC estime essentiel d'améliorer la connaissance de ce secteur d'activité afin d'être en mesure de répondre adéquatement aux besoins de formation du secteur et de mieux contribuer au développement durable du Québec. Pour le ministère de l'Éducation, il s'agit d'une collaboration permettant d'assurer une adéquation formation – emploi la plus juste possible.

Une table de concertation regroupant des représentants du secteur accompagne les partenaires dans cette étude. Les résultats complets de la recherche seront accessibles au début de l'année dans les sites Web des partenaires.



Nouveaux venus au CSMOE : l'AICQ et le MDERR

Le conseil d'administration du CSMOE est heureux de vous annoncer la venue de deux nouveaux membres dans ses rangs : l'Association des ingénieurs-conseils du Québec (AICQ), représenté par monsieur Richard Labrecque, vice-président au groupe Roche, et le ministère du Développement économique et régional et Recherche (MDERR), représentée par madame Marie-Josée Lizotte, directrice de la Direction de l'environnement.

Les coprésidents du CSMOE, Dominique Ferrand et Patrice Sallam, et le directeur général, Robert Ouellet, tiennent à remercier un membre sortant, Onyx industries, et son représentant, monsieur Gilles Proulx, qui depuis plusieurs années participe au développement de la mission du Comité sectoriel.

D'autre part, madame Ghyslaine Marcotte se joint à l'équipe du CSMOE à titre de chargée de projet. Elle sera responsable de des dossiers de développement de main-d'oeuvre pour les secteurs du nettoyage industriel et de l'air intérieur.



Gestion des matières résiduelles : premiers résultats de l'étude sur l'évolution de l'emploi et de la formation

Une deuxième rencontre de la Table de concertation sur la gestion des matières résiduelles (GMR) a eu lieu en décembre au cours de laquelle ont été présentés les premiers résultats de l'étude sur l'évolution de l'emploi et de la formation dans le secteur de la GMR.

Les principaux objectifs de l'étude sont les suivants :

- dénombrer les emplois directs et indirects du secteur des matières résiduelles
- analyser les tendances actuelles et les perspectives de l'emploi et de la formation dans le secteur des matières résiduelles et identifier, à court et à moyen terme, les éléments de décision favorisant leur développement
- établir une référence méthodologique permettant d'initier une veille emploi-formation en environnement et la mise en place du réseau de veille

La rencontre du mois de décembre a réuni des représentants de RECYC-QUÉBEC, de la Ville de Montréal, de la Direction générale des programmes et du développement de la formation professionnelle et technique et de la formation continue du ministère de l'Éducation du Québec, du réseau représentant des cégeps et des commissions scolaires, de Collecte sélective Québec, du Centre d'expertise sur les matières résiduelles, du Conseil des entreprises des services environnementaux et du CSMOE. Les discussions ont porté entre autres sur :

- la délimitation du secteur GMR convenue
- les résultats des entrevues qualitatives sur les milieux d'emploi correspondants
- les résultats préliminaires de l'enquête quantitative sur les emplois directs et indirects
- les aspects de formation et de qualification de la main-d'œuvre
- les tendances et perspectives du secteur GMR



Mise en place de la Table Main-d'œuvre en environnement dans le secteur textile

Le CSMOE et le Comité sectoriels de main-d'œuvre de l'industrie du textile (CSMOITQ) ont le plaisir d'annoncer la mise en place de la Table de concertation Main-d'œuvre en environnement dans le secteur textile. Le mandat de la Table porte sur l'appui au développement du projet d'implantation de technologies propres qui comporte trois étapes :

Étape 1 – volet pédagogique : développement des outils de formation pour l'implantation de technologies propres et validation de la formation

Étape 2 - support technique : réalisation du diagnostic et formulation des recommandations

Étape 3 – implantation des technologies propres : mise en œuvre des recommandations issues du diagnostic

La Table a tenu deux rencontres de travail jusqu'à présent. En décembre, des représentants de six entreprises du textile, de l'Institut Canadien du Textile et de M.W. Consultant et FLVZ Consultants ont participé à la deuxième rencontre au Cégep de St- Hyacinthe. L'emphase a alors été mise sur trois niveaux d'engagement des entreprises membres de la Table afin :

- d'appuyer la démarche des comités pour la recherche de financement
- de s'engager activement dans le processus de validation de la formation en permettant à leur personnel impliqué dans le projet de suivre la formation et de la valider
- de mettre en œuvre les recommandations de technologies propres sous réserve d'obtention du financement

Il importe de noter que d'autres entreprises du textile s'intéressent de plus en plus à ce projet qui tire profit des résultats tangibles très positifs obtenus lors de la phase pilote, et ce, aux niveaux environnemental, économique, social et organisationnel.



Processus de certification des opérateurs en eau potable : des outils et un nouveau calendrier de formation

Lors de sa dernière rencontre, le Comité d'orientation et d'apprentissage s'est penché sur l'état d'avancement du travail relativement au processus de certification des opérateurs de l'eau potable au Québec. Plusieurs éléments sont maintenant en place.

Ainsi, la préparation des outils de formation est achevée pour les profils suivants :

- P2 (station de captage d'eau souterraine sans traitement)
- P3a (station de captage d'eau souterraine et traitement avec addition de produits chimiques avec ou sans désinfection)
- P3b (station de captage d'eau souterraine et traitement avec addition de produits chimiques et filtration, avec ou sans désinfection)
- P4 (station de captage d'eau souterraine et traitement avec désinfection au chlore)
- P5a (station de traitement complet d'eau de surface)
- P6a (opérateur de réseau de distribution)
- P6b (préposé à l'aqueduc)

Les outils de formation pour le profil du tronc commun ainsi que pour le profil P1 (transport et distribution de l'eau potable par véhicule citerne) pour les régions du sud du Québec sont également terminés. Ceux du profil P1 pour le Nord du Québec sont à compléter.

Activités de formation

La formation pour le profil P6b suit son cours dans toutes les régions du Québec. Par ailleurs, un calendrier préliminaire pour la formation de tronc commun pour l'année 2005 a été présenté et sera bientôt disponible dans ce site Web.

En ce qui a trait à la formation pour le profil P5a, une activité pilote est actuellement en cours à Oka avec 11 opérateurs intervenant dans différentes régions du Québec et provenant des secteurs privé et municipal.